

Populisme et politique étrangère : Ce que nous dit la théorie politique de l'expérience Trump

Maya Kandel

chargée de mission au CAPS

octobre 2017

Les travaux universitaires sur le populisme se sont multipliés ces dernières années¹. Les études sur l'impact spécifique du populisme contemporain sur la politique étrangère demeurent le parent pauvre de ce nouveau champ : s'il existe quelques rares études de cas (Venezuela, Iran, pays européens²), il manque toujours un effort de systématisation. Surtout, la plupart des travaux existants portent sur les positions populistes en politique étrangère, non sur la politique étrangère d'un dirigeant populiste au pouvoir. Cependant, plusieurs projets universitaires sont en cours, des colloques ont déjà eu lieu et des publications sont en chantier. Les revues généralistes ont par ailleurs utilement défriché le terrain³. Or ces interrogations ont pris une acuité particulière à l'heure de la présidence Trump, président populiste de la première puissance mondiale.

Le politiste Daniel Drezner a publié cet été *The Angry Populist as Foreign Policy Leader: Real Change or Just Hot Air?*⁴, qui tente un premier effort de systématisation sur la politique étrangère du dirigeant populiste. Drezner s'appuie notamment sur tout un champ de la littérature théorique étudiant en quoi la politique étrangère dépend des caractéristiques du dirigeant (caractère, expérience, biographie, conditions de l'accession au pouvoir), et quelles en sont les conséquences sur les relations internationales. Ces éléments peuvent être utilement complétés en utilisant d'autres travaux sur le lien entre régimes politiques et

engagements internationaux, qui permettent d'éclairer l'impact du populisme sur la fiabilité des engagements internationaux, notamment des alliances, des démocraties.

L'ambition de cette note est de présenter les principaux apports de ces études, afin de proposer un état des lieux de la recherche sur l'impact du populisme en politique étrangère. En parallèle, la comparaison avec l'analyse des huit premiers mois de l'administration Trump, qui fournit une expérimentation en temps réel, peut aider à éclairer et anticiper l'impact de Trump sur la politique étrangère américaine, au-delà du seul constat de sa ligne directrice anti-Obama. Il s'agit également de proposer une grille de lecture pour analyser la lutte en cours à Washington entre « le populiste et le système ».

UNE VISION ALTERNATIVE DES RELATIONS INTERNATIONALES

On le sait, les catégories droite / gauche sont inopérantes pour définir le populisme. Le consensus a longtemps été de définir le populisme comme un style, une rhétorique davantage qu'un contenu⁵. Parmi les travaux plus récents, Cas Mudde définit le populisme par ce à quoi il s'oppose : élitisme et pluralisme⁶. Jan-Werner Müller insiste avant tout sur son caractère anti-pluraliste : « la revendication fondamentale de tous les populistes consiste à affirmer constamment ceci, à peu de choses près : Nous – et seulement nous – représentons le peuple véritable »⁷.

Transposées à la sphère extérieure, ces précisions de Mudde et Müller permettent d'affiner la discussion sur le populisme en politique étrangère. Au-delà des aspects rhétoriques, il y a bien une vision alternative des relations internationales proposée par les populistes, de droite comme de gauche⁸. En premier lieu, parce qu'il prétend représenter seul les « vrais gens » (ou la majorité silencieuse), le leader populiste se rattache à une forme ou une autre de nationalisme ou patriotisme. Surtout, parce qu'ils rejettent tout centre de décision hors de leur contrôle, les populistes construisent la politique étrangère sur une obsession de la souveraineté. Le populisme en politique étrangère se définit ainsi par une hostilité fondamentale au multilatéralisme –

Populisme et politique étrangère

même si cela n'empêche pas certains leaders populistes de tenter de créer des alternatives « internationales nationalistes » (Chavez, Poutine), au destin peu concluant, pour l'instant. Enfin, l'anti-américanisme ou anti-impérialisme caractérise tous les populismes, de droite comme de gauche, européens, iraniens, comme latino-américains, à l'exception logique du populisme américain.

Aux Etats-Unis, la dernière vague populiste symbolisée par l'émergence du mouvement Tea Party en 2010 (dont on peut dire qu'il participe d'un mouvement menant à l'élection de Trump) est caractérisée notamment par son nationalisme qui se traduit par le retour à la tradition « jacksonienne », définie par l'unilatéralisme, un militarisme congénital (qui n'est pas synonyme d'interventionnisme), et une franche hostilité au multilatéralisme et plus largement au rôle américain de garant de l'ordre libéral international construit après 1945⁹.

En Europe, comme l'explique Jean-Yves Camus, il y a bien « un tronc commun minimum à ces mouvements très disparates : un nationalisme en opposition à l'Union européenne ; le refus de l'OTAN et de l'alignement de l'Europe sur les Etats-Unis, ainsi que la volonté explicite de bâtir un monde multipolaire dans lequel la Russie serait un partenaire stratégique et un modèle de valeurs sociétales ; un ethnocentrisme fondé non plus sur la hiérarchie des races mais sur l'absolutisation des différences culturelles, donc la nécessité que chaque peuple parvienne à son épanouissement sur son territoire propre »¹⁰. En conséquence de ce dernier point, les populistes sont favorables à un retour des frontières, fermées en particulier à l'immigration ainsi qu'au libre-échange¹¹.

On relèvera l'exception intéressante des Balkans, qui ont vu l'émergence tout à fait originale de « populismes pro-européens », en particulier au Monténégro et en Serbie, caractérisés par une dérive autoritaire pro-européenne – manière d'occuper le terrain en ne laissant aucun espace idéologique à l'opposition, tout en s'assurant du soutien de l'UE et des ambassades occidentales en se présentant comme seul garant de la stabilité régionale¹².

Toutes ces études fournissent des éléments précieux sur la vision spécifique du monde et de la politique étrangère portée par les mouvements populistes, et la manière dont ces positions influencent le débat public. L'une des conséquences majeures de la montée des

populismes est en effet d'avoir modifié les termes du débat sur certains grands dossiers internationaux.

Mais elles ne répondent pas à la question de savoir si, et en quoi, la politique étrangère d'un dirigeant populiste diffère de celle d'un dirigeant « traditionnel ». Sur cette question, encore peu traitée, il est nécessaire d'invoquer d'autres champs de recherche, ainsi que l'expérience en cours dans plusieurs pays, à commencer par les Etats-Unis.

CARACTÉRISTIQUES DU DIRIGEANT POPULISTE ET CONSÉQUENCES POUR LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Drezner le rappelle (en exagérant un peu pour les besoins de sa démonstration), les théories classiques en relations internationales sont systémiques par nature. Si les versions plus récentes de théorisation sont plus subtiles, beaucoup insistent encore sur l'importance des facteurs structurels, notamment bureaucratiques, dans la prise de décision en politique étrangère. Cette force du « système » est toujours mise en avant, instrumentalisée pour être dénoncée par les populistes au pouvoir (cf. Erdogan en Turquie ; ou encore les partisans de Trump, avec la condamnation aux accents complotistes d'un « *Deep State* » agissant en sous-main pour contrecarrer l'agenda du président). Mais justement, l'arrivée au pouvoir de populistes « anti-système » pose la question de la force et de la résistance du système et, partant, rend d'autant plus nécessaire les analyses non systémiques.

Or depuis une dizaine d'années, les travaux d'une nouvelle génération universitaire ont montré que la politique étrangère dépend également des caractéristiques individuelles des dirigeants. Cette littérature examine ainsi l'influence de certaines caractéristiques individuelles du dirigeant sur la politique étrangère du pays. Ces critères sont en particulier :

- biographiques (éducation, origine familiale et géographique, âge) ;
- politiques (expérience antérieure, mode d'accession au pouvoir) ;
- le rapport à la chose militaire (service, guerre).

Ces travaux sont intéressants car ils montrent les conséquences de certains traits caractéristiques des leaders populistes sur la politique

Populisme et politique étrangère

étrangère que ces leaders mettent en œuvre une fois au pouvoir. Les résultats les plus pertinents pour notre questionnement sont brièvement exposés ci-dessous.

Besoin de reconnaissance et prise de risque : remise en question du statu quo

Les dirigeants arrivés au pouvoir contre les pronostics ont tendance à prendre davantage de risques et à vouloir davantage bousculer le statu quo. Ils ont soif de reconnaissance et besoin de prouver leur domination sur les autres, y compris par l'insulte. L'une des conséquences est que le dirigeant populiste, s'il ne se sent pas respecté, cherchera à délégitimer ses adversaires par tous les moyens. À l'inverse, il sera sensible à la flatterie, voire à la corruption. Surtout, le leader populiste, arrivé au pouvoir « contre l'élite », sait qu'il doit sa légitimité à sa base, d'où le besoin constant de « nourrir » cette base, y compris lors de discours s'adressant également à des audiences étrangères¹³.

Colère et ressentiment : du danger des émotions en relations internationales

Autre caractéristique du leader populiste, l'utilisation du registre de la colère et du ressentiment comme ressort de la mobilisation politique. La diplomatie vise bien sûr à contenir de telles émotions plutôt que de les laisser guider les relations entre États. Les travaux sur les émotions en relations internationales exposent ainsi les risques induits par ces deux sentiments, et en particulier l'impulsivité, indissociable de la colère et antithétique de la diplomatie¹⁴. On notera sur ce point que, dans le cas de Trump, ces risques sont plus larges puisque cette colère (qu'il a souvent revendiquée : « *I will gladly accept the mantle of anger* ») semble viser tout autant, voire davantage, les alliés de l'Amérique que ses ennemis : Allemagne, Corée du Sud, Australie, Mexique en ont fait les frais, conséquence de la conviction ancrée du président américain que le déclin de son pays est le résultat du « *bad deal* » que constitue la politique étrangère américaine et en particulier son assise sur les alliances : pour Trump, les alliés profitent des largesses américaines.

Les risques provoqués par ce retour des passions dans les relations internationales sont accentués par les problèmes de traduction et d'interprétation par les audiences concernées : ainsi de nombreux exemples, de Ahmadinejad à Duterte en passant par Trump, montrent que les expressions de colère en particulier sont souvent traduites dans les médias de manière plus

belliqueuse que ne l'étaient les sorties originales¹⁵. Enfin, la double audience instantanée caractéristique du contexte médiatique contemporain démultiplie les risques : une indignation publique, du meilleur effet auprès de la base nationale, peut enflammer un public étranger et encore envenimer une situation internationale tendue. La « publicité » inévitable (ou recherchée – cf. Twitter) de toute déclaration aujourd'hui augmente les « coûts » pour le leader (*audience costs*)¹⁶.

Il faut enfin noter que l'usage inédit de Twitter par le président Trump, son impulsivité, et le fait que ses sorties sont ensuite souvent contredites par d'autres membres de son équipe posent la question de la portée à donner à la parole présidentielle en général. On ne peut ignorer ce que dit Trump, mais la réelle valeur de la parole présidentielle américaine aujourd'hui reste sujette à diverses interprétations.

Expérience militaire passée : recours à la force

Les études qui s'intéressent à la biographie et en particulier à l'expérience militaire passée des dirigeants montrent que l'absence d'expérience en la matière conduit à des comportements plus belliqueux¹⁷. Dans le cas de Trump, son admiration pour l'emploi de la force et l'institution militaire en général sont connus à tel point qu'il a été qualifié d'emblée et avec raison de « militariste », qualificatif que lui-même revendique, par l'historien Stephen Wertheim¹⁸.

L'une des conséquences concrètes sous Trump a été non seulement de peupler son administration de militaires d'active ou récemment retraités, mais aussi le choix de déléguer au Pentagone la décision et les modalités d'emploi de la force sur les théâtres de guerre où les Etats-Unis sont activement engagés. Cette délégation, en opposition complète au *micromanagement* à l'œuvre sous Obama, s'est traduite par une intensification des frappes aériennes américaines, de l'Afghanistan (où le nombre de frappes est le plus élevé depuis 2012) à la Somalie en passant par l'Irak, la Syrie et le Yémen. Elle s'est accompagnée d'un assouplissement des critères d'engagement relatifs aux dommages collatéraux et victimes civiles, aux conséquences non négligeable pour le contreterrorisme. Ce dernier point risque d'être aggravé par le fait que la proposition de budget de la Maison Blanche, pour l'instant contrecarrée par le Sénat (mais le vote final n'a pas eu lieu), sabre les leviers diplomatiques de l'action extérieure américaine tout en augmentant ses moyens militaires.

Fiabilité des engagements internationaux : avenir du multilatéralisme

Plusieurs études portant sur les dernières décennies ont montré la fiabilité et la stabilité des engagements internationaux des démocraties, en raison des contraintes électorales et institutionnelles de ces régimes, mais aussi grâce à l'existence de consensus transpartisans stables sur les objectifs et les moyens de l'action extérieure¹⁹.

Or ces facteurs constitutifs de la plus grande fiabilité des démocraties (par opposition aux régimes autoritaires) sont en régression dans plusieurs pays, notamment en conséquence des mouvements populistes. C'est tout particulièrement le cas aux Etats-Unis, avant même l'élection de Trump, en raison de la centralisation croissante des pouvoirs entre les mains du Président, de l'affaiblissement consécutif du Congrès sur les grandes décisions de politique étrangère (évolution commencée sous Bush, accentuée sous Obama), mais aussi de la polarisation idéologique qui a gagné la plupart des sujets de politique étrangère, du changement climatique à la lutte contre le terrorisme.

La remise en question des engagements internationaux du pays crée un effet pervers, particulièrement dans le cas des Etats-Unis, en jetant un doute non seulement sur la fiabilité présente et future du pays, mais au-delà en menaçant le principe même du multilatéralisme, fondement de l'architecture contemporaine de sécurité dont Washington a été le principal garant depuis 1945. A cet égard encore, Trump n'est qu'un symptôme d'une évolution commencée dès la fin de la décennie 1990 sous l'impulsion des Etats-Unis eux-mêmes (Kosovo 1999, retrait Kyoto 2001, Irak 2003).

L'ensemble de ces facteurs illustre les risques pour la politique étrangère et les relations internationales de l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant populiste :

- risques directs à court terme : prise de risque, contestation du statu quo, tendance à la surenchère par l'appel à la base nationaliste, appétence pour les solutions militaires ;
- risques également à long terme : rejet des engagements passés, discrédit du multilatéralisme, remise en question des forums de règlement des crises.

LE POPULISTE EN DIRIGEANT DE LA PREMIÈRE PUISSANCE MONDIALE : LE CAS TRUMP

Les risques soulignés ci-dessus sont évidemment proportionnels à la puissance du pays sur la scène internationale. Il est intéressant de noter que Daniel Drezner, dans l'article déjà évoqué, concluait sur la présidence Trump en indiquant que l'opportunisme du président américain, et en particulier son instinct de survie, pourrait surpasser, voire écraser, ses « engagements populistes ». Cette conclusion nous semble optimiste.

Légitimation de la vision populiste des relations internationales : la fin de l'ère post-guerre froide

Par son élection même, par certains discours emblématiques comme celui prononcé à Varsovie en juillet dernier, Trump a fourni une forme de légitimation aux discours populistes européens, particulièrement en Pologne et Hongrie. En actant la sortie de l'ère post-guerre froide, ce discours émanant des Etats-Unis semble également valider la remise en question, populaire dans ces deux pays, de l'ancrage occidental, européen et américain de la décennie 1990. La parole du populiste de Washington accentue ainsi la période de turbulences en cours pour le système international en se plaçant du côté des puissances révisionnistes qui remettent en question les principes organisateurs du système international.

Aux Etats-Unis même, ces prises de position devraient impacter les positions partisans, en particulier côté républicain, sur la politique étrangère. Colin Dueck²⁰, spécialiste de la politique étrangère du parti républicain, a ainsi montré dans son livre de référence sur la politique étrangère du *Grand Old Party* à quel point les préférences de politique étrangère du GOP sont déterminées par le Président lorsque celui-ci est républicain (c'est beaucoup moins le cas pour les démocrates). On le voit déjà sur des sujets comme la Russie ou le libre-échange, où la position des républicains et sympathisants a basculé de manière spectaculaire en l'espace de deux ans. Au-delà, Trump légitime également un discours nationaliste anti-immigration, ainsi que plus largement une remise en question du rôle américain de garant du système international, remise en question qu'il n'était pas seul à porter lors de la dernière présidentielle (Ted Cruz, Rand Paul à droite, Bernie Sanders à gauche).

Désintermédiation et affaiblissement des contre-pouvoirs : le déclin du *soft power* américain

Le dirigeant populiste exploite et approfondit la crise de la représentation politique qui a contribué à le porter au pouvoir. Dans un cercle vicieux terrifiant, le populiste au pouvoir conduit ainsi à une aggravation des tendances favorables au populisme. Dans le cas de Trump, il accentue aussi la désintermédiation du politique par son usage de Twitter, tout en affaiblissant les médias traditionnels par ses dénonciations et accusations systématiques, ainsi que par la diffusion de fausses informations.

Au-delà, le discours populiste, par sa caractéristique anti-élite et donc anti-expertise, prédispose aux théories du complot dans tous les domaines, surtout lorsqu'il est validé depuis le sommet de l'Etat et relayé par une presse sympathisante, désormais accréditée à la Maison Blanche. Une conséquence indirecte potentiellement grave est également d'ouvrir ainsi un boulevard aux campagnes de désinformation venant d'acteurs étrangers, qui exploitent ces vulnérabilités.

Ces tendances ont un effet sur l'information à disposition des audiences nationales et internationales. La connivence entre Trump et des dirigeants autoritaires, y compris par l'échange de « blagues » douteuses sur le traitement des journalistes, n'améliore pas l'image du président américain ; au-delà, elles risquent d'affecter durablement l'image du pays et donc le *soft power* des Etats-Unis. Dans le contexte contemporain de développement de guerres de l'information sur plusieurs fronts, la présidence Trump risque de mettre en péril un capital précieux pour le pays, capital déjà durablement affecté par d'autres éléments (Irak 2003), ainsi que par l'évolution du département d'Etat depuis la décennie 1990.

En guise de conclusion : le populiste contre le système, une issue incertaine

Pour Jan-Werner Müller, on peut discerner trois tendances communes chez les populistes au pouvoir : prise en main de l'appareil d'Etat, corruption, et clientélisme de masse. En refusant le pluralisme démocratique, le leader populiste promeut une « démocratie défectueuse » qui se construit sur l'affaiblissement de l'Etat de droit et de ses contre-pouvoirs, notamment judiciaires et médiatiques. Certaines évolutions actuelles aux Etats-Unis évoquent la « déconstruction de l'Etat administratif » théorisée par l'ancien conseiller stratégique de Trump, Steve Bannon²¹ : ainsi l'absence de nominations à des postes-clés au Département d'Etat résulte bien d'une volonté délibérée,

tout comme à l'inverse la célérité dans les nominations judiciaires, à l'arrêt sous Obama en raison de l'obstruction des républicains du Congrès. Dans d'autres domaines, de l'environnement à l'éducation, l'activité réglementaire des agences concernées aura des conséquences profondes sur certaines évolutions sociétales – à l'image de l'évolution de la Cour Suprême – y compris de potentiels impacts à l'international (notamment sur les questions environnementales).

Comment le système résiste-t-il ? Sur le plan de la politique étrangère proprement dite, la « résistance » vient de deux foyers principalement. Les généraux de l'équipe de sécurité nationale d'abord, Mattis au Pentagone, McMaster (jusqu'en mars 2018) au NSC, tenants de la ligne interventionniste traditionnelle de la politique étrangère américaine et qui tentent de limiter les conséquences de la ligne nationaliste *America First* de Trump. Ils y parviennent dans certains domaines (Afghanistan), mais pas tous (climat, ONU ; Iran ? commerce ?). Sur de nombreux sujets, tout particulièrement ceux concernant la Chine et la Russie, la doctrine Trump demeure inconnue. On remarquera par ailleurs que, suivant le destin de l'administration Trump, le rôle qu'auront eu ces généraux pourrait avoir un impact, à évaluer, sur l'image des militaires et le respect de l'institution, éléments cruciaux pour un pays en état de guerre permanente depuis 2001.

Mais la principale contre-attaque du système ne peut venir que du Congrès. Institutionnellement d'abord, en raison de ses prérogatives constitutionnelles en matière de politique étrangère : on l'a vu notamment avec le vote de nouvelles sanctions à l'encontre de la Russie, assortie de la mise en place d'un mécanisme inédit donnant aux parlementaires un droit de regard sur toute décision présidentielle en la matière. Politiquement surtout, en raison de son rôle dans la procédure de destitution présidentielle.

C'est la raison pour laquelle l'un des éléments cruciaux à suivre aujourd'hui est l'évolution des rapports de force au sein du parti républicain entre l'establishment du parti (le leadership à la Chambre et au Sénat, Paul Ryan et Mitch McConnell, les ténors comme McCain et Graham) et la nouvelle garde, proche de Trump et de la base des électeurs républicains (House Freedom Caucus, Tom Cotton au Sénat). Ce rapport de force dépendra non seulement de l'issue des diverses primaires qui se joueront dans les prochains mois entre candidats républicains, mais aussi de l'issue générale des élections parlementaires de mi-mandat (*midterms* de novembre 2018). Les circonstances locales joueront un rôle-clé (quel candidat démocrate face

Populisme et politique étrangère

à quel candidat républicain, dans quelle circonscription : on se souvient par exemple que des candidats Tea Party, vainqueurs des primaires républicaines, avaient pu faire perdre le GOP dans l'élection générale car perçus comme trop extrémistes), mais aussi la popularité de Trump, qui dépendra elle-même de facteurs aussi divers que l'état de l'économie, l'état éventuel de guerre du pays (Corée du Nord ? Iran ?), ou encore les avancées de l'enquête du procureur spécial Robert Mueller.

Enfin, et avant même l'échéance des *midterms*, reste l'incertitude suprême, qui pourrait bouleverser toutes les cartes suivant ses conséquences aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'international : lors d'une réunion informelle avec sa hiérarchie militaire à la Maison Blanche jeudi 5 octobre, Trump a parlé de « calme avant la tempête », semblant évoquer une nouvelle guerre imminente. Ce qui nous ramène au cœur de la définition du populisme et à une citation connue : si le populisme est toujours en partie un nationalisme, alors le populisme en politique étrangère, c'est aussi la guerre.

NOTES :

1 : Voir notamment dans ce numéro des *Carnets* : « Le populisme, l'ombre portée de la démocratie européenne », note de lecture sur l'ouvrage de Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ?*

2 : Dodson, Dorraj, "Populism and foreign policy in Venezuela and Iran," *Whitehead Journal of Diplomacy and International Relations*, n°9, 2008. Sur l'Europe, deux études en particulier : Susi Dennison et Dina Pardijs, *The World According to Europe's Insurgent Parties*, ECFR, June 2016 ; et Rosa Balfour, Janis A. Emmanouilidis, Catherine Fieschi, Heather Grabbe, Christopher Hill, Timo Lochocki, Marie Mendras, Cas Mudde, Mari K. Niemi, Juliane Schmidt, Corina Stratulat, *Europe's Troublemakers : The Populist Challenge to Foreign Policy*, March 2016. Ces deux rapports sont passionnants mais portent sur les positions de politique étrangère des populistes, ainsi que sur leur influence sur le débat public : ils ne sont pas une analyse de la politique étrangère de populistes au pouvoir.

3 : Numéros spéciaux des revues *Questions Internationales*, « Populismes et nationalismes dans le monde », n°83, janvier-février 2017, *Foreign Affairs*, « The Power of Populism », Vol. 95 n°6, Nov-Dec 2016.

4 : Daniel Drezner, « The Angry Populist as Foreign Policy Leader : Real Change or Just Hot Air », *The Fletcher Forum on World Affairs*, Vol 41:2, Summer 2017. Professeur de relations internationales à la Fletcher School of Law and Diplomacy de l'Université Tufts aux Etats-Unis ; également *nonresident senior fellow* à la Brookings et auteur du blog « Spoiler Alerts » au *Washington Post*.

5 : Pierre-André Taguieff, *L'illusion populiste*, Paris : Flammarion, 2007.

6 : Cas Mudde, "The Populist Zeitgeist," *Government and Opposition*, Vo. 39 (4), Autumn 2004.

7 : Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme ? Définir enfin la menace*, Clermont-Ferrand : Premier Parallèle, 2016.

8 : François Stéphane, Olivier Schmitt, « L'extrême-droite française contemporaine et le monde : une vision alternative des relations internationales », Revue *Interrogations*, n°21, décembre 2015.

9 : Walter Russell Mead, « The Tea Party and American Foreign Policy », *Foreign Affairs*, March-April 2011.

10 : Jean-Yves Camus, « Montée des populismes et des nationalismes dans le monde : coïncidence ou phénomène global ? » dans *Questions Internationales* n°83, *op. cit.*

11 : Voir le rapport de l'ECFR *The World According to Europe's Insurgent Parties*.

12 : Jean-Arnault Dérens, « Les Balkans à l'heure des populismes européens », *Questions Internationales* n°83, *op. cit.*

13 : Jeff Colgan, « Domestic Revolutionary Leaders and International Conflict », *World Politics* 65 (4), October 2013; Allan Dafoe and Devin Caughey, « Honor and War : Southern US Presidents and the Effects of Concern for Reputation », *World Politics* 68 (2), April 2016.

14 : Pierre Hassner, *La revanche des passions*, Paris : Fayard, 2015. Steven Pinker, *The Better Angels of Our Nature*, New York : Viking, 2011; Andrew Linklater, « Anger and world politics : how collective emotions

Populisme et politique étrangère

shift over time », *International Theory* 6 (3), November 2014.

15 : Daniel Drezner, « Why Do Populists Get Lost In Translation? », *Washington Post*, February 23, 2017.

16 : James Fearon, « Domestic political audiences and the escalation of international disputes », *American Political Science Review*, Vol. 88 (3), September 1994. Et bien sûr le classique de Robert Jervis, *Perception and Misperception in International Politics*, Harvard University Press, 1976.

17 : Elizabeth Saunders, *Leaders at War: How Presidents Shape Military Interventions*, Ithaca : Cornell University Press, 2011.

18 : Stephen Wertheim, « Quit Calling Donald Trump An Isolationist: He's Worse Than That », *The Washington Post*, February 7, 2017.

19 : Brett Ashley Leeds, Michaela Mattes and Jeremy S. Vogel, « Interests, Institutions, and the Reliability of International Commitments », *American Journal of Political Science*, Vol. 53 (2), April 2009.

20 : Professeur à George Mason University, auteur de *Hard Line : The Republican Party and U.S. Foreign Policy since World War II*, Princeton University Press, 2010.

21 : Voir Max Fischer, "Stephen K. Bannon's CPAC Comments, Annotated and Explained", *The New York Times*, February 24, 2017.

